

Victoire du PLD au Japon sur fond d'avertissements des électeurs

Jean-Yves Colin

N#2021-27

2 Novembre 2021

<http://asiacentre.eu>

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale.

Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

 Asia Centre
experts & trends

Citer cette publication :

Jean-Yves Colin, "Victoire du PLD au Japon sur fond d'avertissements des électeurs",
Article 2021-27, Asia Centre, 02/11/2021.

À propos de l'auteur :

Jean-Yves Colin est chercheur associé à Asia Centre et s'est spécialisé dans l'étude de l'Asie du Nord-Est, plus particulièrement le Japon et la péninsule coréenne. A 3 au Ministère de l'Economie et des Finances (Direction du Trésor), il a été responsable de la tutelle de secteur industriel (agro-alimentaire, sidérurgie), puis Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France à Tokyo (1987-1990) ; dans cette fonction il a suivi l'évolution des pays d'Extrême-Orient et de leurs systèmes financiers (Japon, Chine, Corée, Hong Kong et Taiwan). Il a rejoint le Groupe Agricole fin 1990. D'abord en poste au sein de la direction des marchés de capitaux en tant que responsable de la direction des marchés primaires actions et obligations (1992-1996), sa carrière a évolué vers le métier de la gestion d'actifs. Il a été jusqu'à fin 2007 directeur général délégué de Crédit Agricole Asset Management (CAAM) où il a notamment supervisé le développement des entités asiatiques (Japon, Hong Kong, Singapour et JVs en Chine et en Corée). A l'issue du rapprochement entre CAAM et SGAM (2010), il a été nommé « senior executive advisor » d'Amundi où il a poursuivi cette au cours de sa carrière administrative, supervision de l'Asie et du Japon. Il était vice-président d'Amundi Japan et d'ABC-CA (Shanghai).



Le succès du Parti Libéral Démocrate (PLD), du nouveau Premier Ministre japonais Fumio Kishida et de leur allié, le parti centro-bouddhiste Komeito aux élections de la Chambre des Représentants de la Diète le 31 octobre clôt la séquence ouverte le 3 septembre dernier par la démission surprise de l'ancien Premier Ministre Yoshihide Suga (cf. analyse du 3 septembre) qui avait lui-même succédé à Shinzo Abe un an auparavant.

Le PLD avait besoin de 233 sièges sur 465 pour s'assurer à lui seul de la majorité, les députés de la Chambre étant élus pour partie au scrutin uninominal à un tour dans 289 circonscriptions et 176 à la proportionnelle qui peut servir à « repêcher » des vaincus du scrutin uninominal. Il en a obtenu 259 et son allié 32 (+3).

La nouvelle assemblée malgré l'arrivée de 97 nouveaux parlementaires n'évolue guère : sur 465 députés il n'y a que 45 femmes (au lieu de 47 précédemment) – elles ne représentaient que moins de 18 % des candidats – et l'âge moyen est de 55,5 ans, quasiment le même que dans la précédente. La participation (55 %) est restée comparable aux scrutins antérieurs.

Cette victoire n'était pas naturellement acquise. Au fil des semaines les responsables du parti majoritaire s'inquiétaient d'un fort recul voire d'une défaite, que certains commentateurs annonçaient possible. Un échec du PLD à une élection partielle pour la Chambre des Conseillers de la Diète le 24 octobre avait attisé ces craintes. Le PLD a bien subi un recul, passant de 276 à 259 mais le gouvernement actuel qui sera remanié prochainement, a les mains libres pour agir.

L'inquiétude des dirigeants du PLD n'était pas infondée :

- La réaction de l'électorat était incertaine sur deux sujets principaux : la gestion de la crise de la Covid-19, notamment pendant l'été dernier, plus proche de ce qu'elle fut en Europe que de celle de ses voisins coréen et taiwanais, et ce qui a été perçu par une partie de l'opinion publique comme un entêtement gouvernemental à maintenir les Jeux Olympiques malgré la situation sanitaire. La nette diminution des contaminations en septembre et octobre, les annonces d'assouplissements progressifs des recommandations de vigilance et les succès japonais aux J.O. ont cependant quelque peu atténué la portée de ces deux points d'inquiétude.

- Les conditions de désignation de Fumio Kishida avaient montré, une fois de plus, un parti davantage à l'écoute de ses caciques et de ses factions que de l'opinion publique. Le 29 septembre Fumio Kishida a été élu président du Parti Libéral Démocrate (PLD) puis désigné Premier Ministre par les deux chambres de la Diète japonaise. Son élection à la tête du PLD a été assez largement acquise au second tour contre Taro Kono, deux autres candidates, Sanae Takaichi et Seiko Noda, ayant été écartées au premier tour. La presse nipponne et l'opinion publique montraient une notable sympathie à l'égard de Taro Kono en raison de son ton direct et de son ouverture sur divers sujets sociétaux. Fumio Kishida a bénéficié du soutien de Sanae Takaichi présentée comme la candidate préférée de l'ancien Premier Ministre Shinzo Abe ; adhérente au mouvement de droite nationaliste Nihon Kaigi, elle a gagné un nombre significatif de votants du premier tour, son résultat se comparant favorablement à ceux des deux candidats principaux. Elu pour la première fois à la Diète en 1993, le nouveau Premier Ministre a obtenu neuf mandats parlementaires. Il a été Ministre des Affaires Etrangères de 2012 à 2017, sous le Gouvernement Abe, puis responsable de la stratégie politique du PLD. Il s'était présenté sans succès contre Yoshihide Suga en 2020 pour succéder à Shinzo Abe.

- Pour une première fois, les partis d'opposition avaient choisi, à l'initiative de Parti Constitutionnel Démocrate du Japon (PCDJ) dirigé par Yukio Edano de former un front uni puisque quatre autres partis : le Parti Communiste, le Parti Démocrate pour le Peuple, le Parti Social-Démocrate et un petit parti (Reiwa Shinsengumi) avaient rejoint le PCDJ pour présenter un candidat unique dans 70 % des 289 circonscriptions.

En pratique et même si ces élections ont donné lieu à des duels serrés, démontrant en partie la pertinence de la tactique de l'opposition, celle-ci a enregistré un échec. Alors qu'il disposait de 110 sièges auparavant, le PCDJ n'en a plus que 96 dans la nouvelle assemblée, 57 élus dans des circonscriptions et 39 à la proportionnelle (+2 à ce titre). Le PCJ a été ramené de 12 élus à 10, réussissant cependant à sauver sa circonscription d'Okinawa. Le chef du PCDJ a dû attendre longtemps dans la soirée avant d'avoir la certitude de sa réélection et son concurrent a acquis un siège à la proportionnelle ; une autre responsable du parti, Kiyomi Tsujimoto, a été battue sans être « repêchée » à la proportionnelle ; et Ichiro Ozawa, ex-« faiseur de rois » du PLD dans les années 1990, qu'il a quitté depuis, a été également battu. Au lendemain de ces élections Yukio Edano a pris la décision de démissionner, ainsi que le secrétaire général du PCDJ Junya Ogawa.

De manière paradoxale, un parti d'opposition, conservateur et quelque peu populiste, le Parti de l'innovation (Ishin no Kai) qui avait refusé de rejoindre le front uni de l'opposition, a remporté un incontestable succès, quadruplant avec 41 sièges sa représentation parlementaire.

Ce manque de réussite du PCDJ et de ses alliés ainsi que le surprenant succès du Parti de l'innovation montre en fait que l'électorat ne souhaitait pas la défaite du PLD et n'accorde toujours pas à l'opposition et à son programme commun une crédibilité de gouvernement. Il a adressé quelques coups de semonce au monde politique traditionnel. Ce sont surtout des personnalités du PLD qui en font les frais. Si Fumio Kishida, Shinzo Abe, Taro Aso et Taro Kono ont été réélus, d'autres ont été écartés. C'est le cas en particulier de Akira Amari, n° 2 du PLD ; bien que sauvé par la proportionnelle, il a démissionné de son poste de secrétaire général et serait remplacé par Toshimitsu Motegi, actuel Ministre des Affaires Etrangères. Un autre ex-secrétaire général du PLD, Nobuhiro Ishihara, fils de l'ancien gouverneur de la métropole de Tokyo, y a été battu par un candidat du PCDJ. L'ancien Ministre des JO en 2018, Yoshitaka Sakurada, a également été défait à Chiba, préfecture voisine de Tokyo.

Cette situation n'est pas une nouveauté. Après l'éclatement de la bulle financière à la fin 1990, les élections suivantes avaient été marquées par une sorte de dislocation du PLD, la formation divers partis d'opposition et l'arrivée à la Diète de personnalités nouvelles issues des mondes du divertissement et de la communication (des « talento » en japonais). Ces expériences n'ont guère été heureuses et malgré un gouvernement social-démocrate au début des années 2010 auquel le grand tsunami de Fukushima en 2011 a mis fin, le PLD a retrouvé son hégémonie.

Pour autant ces élections marquent la fin d'une période, au moins en apparence, celle du gouvernement Shinzo Abe, prolongé par celui de Yoshihide Suga. Certes Shinzo Abe continuera d'exercer une influence dans les jeux internes du PLD -ne serait-ce que par le biais de Sanae Takaichi - mais à travers ses déclarations récentes et celles immédiatement postérieures aux élections, Fumio Kishida a voulu donner le signal d'une évolution. Avant de partir pour participer à la COP-26, il a souligné la nécessité d'accroître le nombre de lits d'hôpitaux et d'améliorer la gestion des crises sanitaires, de réduire les inégalités - d'où son slogan d'un « nouveau capitalisme » dont le contenu reste à définir – et de stimuler l'économie pour améliorer les revenus des classes moyennes, sans effaroucher les marchés et investisseurs par un durcissement de la taxation des valeurs mobilières. Dans la forme il veut décider vite et continuer la numérisation des services publics. Il a aussi annoncé sa volonté de continuer à améliorer le dispositif de défense nationale. Par ailleurs il est probable qu'il ne bougera guère sur le sujets sociétaux, compte tenu du poids du courant le plus conservateur du PLD. Il reste à observer si Fumio Kishida fera mieux que Shinzo Abe et ses « Abenomics » pour transformer le Japon.